



# L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs  
communiste révolutionnaire



Centre  
hospitalier  
Saint-Denis

Lundi 22 mai 2023

## À Vertbaudet, les nôtres !

**Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue. Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.**

### 11 millions de bénéficiaires, 0 % d'augmentation

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des négociations annuelles obligatoires (NAO). Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

### Retraite, salaire, indemnisation du chômage, un même combat

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel – tous ligüés pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une fournée de riches patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de deux milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires. La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.

Pour lire le reste de nos publications, rendez-vous sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Nos réseaux sociaux → Facebook, Twitter et Insta : @npaetincelle

Pour prendre contact, signaler une info ou autre → [etincellenpa.chsd@gmail.com](mailto:etincellenpa.chsd@gmail.com)



## Décès de notre collègue du CHU de Reims, suite à une agression : le sous-effectif tue

Si notre collègue Carène est décédée mardi suite à une agression, c'est parce que nous manquons cruellement de moyens et d'effectif. On le vit tous les jours : les patients sont de plus en plus agressifs à cause du manque d'accès aux soins, notamment aux Urgences. Rien que pour les infirmières, c'est 35 qui sont agressées chaque jour à l'hôpital ! Or, le sous-effectif c'est pas une fatalité, c'est une politique ! Et le gouvernement en porte l'entière responsabilité. Alors quand le ministre Braun ose s'émouvoir en promettant des mesures de sécurité « en fin de semaine » (ce n'est pas mettre des vigiles dans chaque couloir qui va changer les choses !) alors que cela fait des années qu'on crie qu'il nous faut des moyens, ce dont on a besoin ce n'est pas d'une « minute de silence » comme il veut nous l'imposer, mais bien une minute, une journée, un mois de colère !

## Grève à la Pitié-Salpêtrière : les préparatrices en pharmacie entrent en action !

Depuis mardi 16 mai, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, la pénurie en médicaments guette les services... mais c'est pour la bonne cause ! Les préparatrices en pharmacie sont entrées en grève, elles dénoncent leurs conditions de travail, le manque d'effectif et les faibles salaires... Bref, nos revendications à tous ! Elles ont refusé des assignations, ce qui reflète bien le degré de colère actuel dans les hôpitaux.

## Personne ne voudrait travailler à l'hôpital ?

Au départ, la formation en école d'infirmières est la plus demandée sur Parcoursup, près de 700 000 candidatures en 2021, pour seulement 36 000 places en première année. Une étude vient de montrer qu'environ 22 % des étudiants en soins infirmiers quittent la formation ou bien n'exercent pas une fois le diplôme obtenu. Il faut dire que pendant trois ans ils font des stages dans les services et se rendent compte des conditions de travail qui les attendent.

## Rappel

Le salaire de base brut d'une aide-soignante c'est 1 750 euros, pour une infirmière ou une préparatrice en pharmacie c'est 1 890 euros... ! Pour Carlos Tavares, PDG du groupe Stellantis (PSA) c'est... deux millions d'euros par mois. Et en 2025, le groupe lui réserve une « super-méga-prime » de 25 millions de plus. Pendant que certains galèrent avec les fins de mois, eux roulent sur l'or. Rien ne le justifie. Rien. Augmentation des salaires ! Indexation sur les prix !

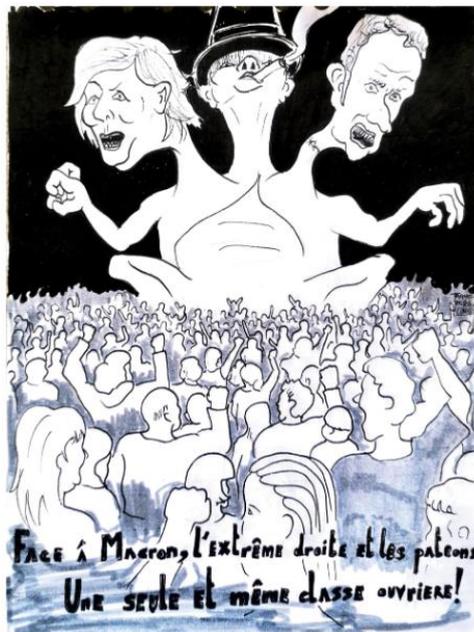
## Fin de l'obligation vaccinale à l'hôpital

La Haute Autorité de santé a mis fin à l'obligation vaccinale pour les soignants, et donc aux suspensions sans traitement des soignants hospitaliers non vaccinés. Si personne ne peut contester l'importance et l'utilité du vaccin, ces licenciements déguisés sont scandaleux car rien ne justifiait de priver d'emploi ces collègues. Plutôt que de combattre efficacement le coronavirus, Macron et son gouvernement ont préféré renvoyer la responsabilité vers une partie des travailleurs.

## Mayotte : reprise de l'opération anti-pauvres et anti-migrants

Après un mois de suspension, l'opération Wuambushu (« reprise » en mahorais) a repris de plus belle. Les pelleuses sont entrées en action pour démolir les cases en tôle de Talus 2, l'un des plus importants bidonvilles de cette île de l'océan Indien, un des territoires les plus pauvres de la République. Et ce « décasage » concerne non seulement les migrants comoriens sans papiers mais tous

les habitants, quelle que soit leur nationalité. L'un d'eux a expliqué qu'on lui avait bien proposé d'être relogé mais à l'autre bout de l'île, ce qui aurait empêché ses enfants de poursuivre leur scolarité. D'où la décision de sa famille de rester sur place et de dormir en plein air. Quant au ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, il s'est vanté avec cynisme que « le volontarisme politique paie », histoire de montrer à l'extrême droite qu'il est plus efficace qu'elle pour appliquer des mesures racistes. Pas de quoi s'en vanter.



## Carton rouge

Le week-end du 12 au 14 mai, pour soutenir des associations qui luttent contre l'homophobie, les footballeurs de Ligue 1 et de Ligue 2 étaient invités à porter leur numéro floqué arc-en-ciel. La plupart d'entre eux l'ont fait mais quelques joueurs bas de plafond, invoquant leur liberté d'opinion, voire de religion, ont préféré s'abstenir. La polémique a enflé et des entraîneurs crétiens ont pu les soutenir, estimant que cette journée n'était pas « nécessaire », alors même que les agressions physiques contre les personnes homosexuelles augmentent de manière inquiétante.

## Révolutionnaires, notre nouveau journal pour trancher dans le vif !

Achète pour deux euros le deuxième numéro de notre nouveau journal ! Un journal qui ne développe pas le point de vue des patrons qui dirigent cette société mais qui la dénonce pour mieux la renverser. À mettre entre les mains de tous les travailleurs !